

Communiqué de presse du 20 juin 2019

Etudier : un luxe réservé aux riches ?

L'UNES soutient la motion de la commission de la science, éducation et culture (CSEC-N) qui demande au conseil fédéral d'examiner les mesures qui pourront être prises contre la sélectivité sociale dans le prochain message FRI 2021-2024.

Le Conseil suisse de la science (CSS), organe consultatif indépendant pour les questions relevant de la politique des hautes écoles, dénonce dans un rapport publié en décembre 2018 la sélectivité sociale du système de formation suisse : « Les données les plus récentes de l'OFS et du rapport sur l'éducation en Suisse montrent que le système de formation non seulement ne réduit pas les inégalités sociales, mais contribue même à les accentuer ». Il est ainsi possible de prédire le parcours de formation d'un-e jeune à partir de la situation socio-économique des parents. Les jeunes des milieux défavorisés sont les plus touché-e-s. Ainsi, selon ce même rapport, « l'égalité des chances reste une utopie ».

Pour l'UNES, il ne s'agit pas de viser une « académisation de la formation » mais de permettre à chacun-e d'exploiter pleinement son potentiel. La Suisse est un pays qui s'appuie sur les ressources de sa population avant ses ressources naturelles. Or, elle connaît actuellement une pénurie de travailleur-ses qualifié-e-s (par exemple dans les soins infirmiers ou l'ingénierie). Un système de formation qui permet à chacun-e de développer au mieux ses compétences, peu importe son milieu social, est donc un investissement nécessaire dans l'avenir économique et politique de la Suisse.

Afin d'améliorer la situation, des mesures concrètes ancrées dans le message FRI sont nécessaires. Toutefois, dans les esquisses de documents sur les objectifs stratégiques de ce message, le sujet de la sélectivité sociale et de l'égalité des chances est fortement négligé. Cette situation est incompréhensible pour l'UNES au vu du rapport du CSS.

De nombreux aspects de l'éducation sont réglés au niveau cantonal : le message FRI offre donc une très bonne occasion de donner la priorité à des questions importantes comme l'égalité des chances. Comme le souligne Ludmilla Dorsaz, membre du comité exécutif de l'UNES : « le monde politique doit veiller à ce que l'accès aux hautes écoles reste une affaire de compétences et d'intérêts, et pas de porte-monnaie ! ». L'UNES soutient ainsi la proposition de la CSEC-N, qui demande au Conseil fédéral d'inclure dans le prochain message FRI des mesures concrètes pour réduire enfin le problème de la sélectivité sociale.

Pour tout renseignement :

Ludmilla Dorsaz (comité exécutif de l'UNES) : ludmilla.dorsaz@vss-unes.ch ; 076 732 22 93
Nino Wilkins (co-président de l'UNES) : nino.wilkins@vss-unes.ch ; 079 587 25 58